

RAPPORT INTÉRIMAIRE 2019

SOMMAIRE

I. RAPPORT DE GESTION INTÉRIMAIRE	2
II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS INTÉRIMAIRES CONDENSÉS DE MDxHealth SA	4
1. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	4
2. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
3. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DES VARIATIONS DES FOND PROPRES DES ACTIONNAIRES	6
Attribuable aux propriétaires de MDxhealth SA.....	6
4. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE ..	7
5. NOTES EXPLICATIVES	8
III. INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ	16

Le présent rapport intérimaire contient des déclarations prospectives et des estimations relatives aux performances futures prévues de MDxHealth et de ses filiales détenues à 100 % (ci-après « MDxHealth » ou « la Société ») et du marché dans lequel elle opère. Lesdites déclarations et estimations se basent sur différentes hypothèses et estimations de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs, qui ont été jugées raisonnables, mais pouvant s'avérer incorrectes. Les événements réels sont difficiles à prévoir et peuvent dépendre de facteurs hors du contrôle de MDxHealth, et peuvent s'avérer substantiellement différents. MDxHealth décline expressément toute obligation de mise à jour de toute déclaration prévisionnelle du présent rapport intérimaire afin de refléter tout changement de ses attentes à cet égard ou tout changement relatif aux événements, conditions ou circonstances sur lesquels une telle déclaration est basée, sauf si cela est requis par la loi ou par une réglementation.

I. RAPPORT DE GESTION INTÉRIMAIRE

Faits saillants

Principales données financières non auditées au 30 juin 2019

Principaux chiffres consolidés non audités du premier semestre clôturé le dimanche 30 juin 2019 (en milliers de dollars américains, sauf les données relatives aux actions) :

	2019	2018	Différence	% de différence
Revenus liés aux produits	10 571	16 638	(6 067)	(36) %
Redevances et revenus de brevets	302	562	(260)	(46) %
Total des revenus	10 873	17 200	(6 327)	(37) %
Marge brute	4 964	10 526	(5 562)	(53) %
Charges d'exploitation	(18 827)	(25 478)	6 651	26 %
Perte opérationnelle	(13 863)	(14 952)	1 089	7 %
Perte nette	(14 138)	(15 113)	975	6 %
Perte de base et diluée par action	(0,24)	(0,27)	0,03	11 %

Le chiffre d'affaires total du premier semestre s'élevait à 10,9 millions de dollars, contre 17,2 millions de dollars pour la même période en 2018. Les revenus engendrés par ConfirmMDx et SelectMDx s'élevaient à 10,6 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 31 %, par rapport aux 15,3 millions de dollars un an auparavant. Les revenus issus de ConfirmMDx représentent 90 % des revenus liés aux produits.

Les charges d'exploitation pour le premier semestre de l'année 2019 s'élevaient à 18,8 millions de dollars, soit une amélioration de 6,7 millions de dollars par rapport à la même période l'an passé.

La perte d'exploitation et la perte nette pour le premier semestre de l'année 2019 s'élevaient respectivement à 13,9 millions de dollars et à 14,1 millions de dollars, par rapport à respectivement 15,0 millions de dollars et 15,1 millions de dollars pour la même période en 2018, soit une diminution des pertes, grâce à la mise en œuvre de mesures de réduction des coûts fin 2018. Hors redevances, la marge brute sur les produits et services a diminué, passant de 5,3 millions de dollars à 4,7 millions de dollars, principalement à cause d'une baisse des recettes.

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 12,2 millions de dollars. Les encaissements de ConfirmMDx et de SelectMDx se chiffraient à 11,6 millions de dollars, soit une diminution de 21 % par rapport à l'année passée. La consommation de trésorerie pour la période était de 14,0 millions de dollars, dont 1,3 million pour des dépenses non récurrentes de restructuration durant le premier semestre 2019, et la consommation de trésorerie réelle était donc de 12,7 millions de dollars, pour 15,0 millions l'année précédente. En se basant sur la trésorerie que la Société possède actuellement et sur ses recettes et encaissements prévisionnels, la direction estime qu'elle disposera de suffisamment de trésoreries jusqu'au premier trimestre de l'année 2020. En outre, la Société évalue actuellement toutes les options financières, y compris un financement non dilutif, afin d'augmenter ses liquidités.

Justification de la poursuite de l'utilisation des règles comptables selon l'hypothèse de continuité de l'exploitation

À la suite des pertes subies, la Société a terminé la période avec 12,157 millions de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie. Compte tenu des pertes attendues dans les mois à venir, le groupe n'a pas assez de liquidités pour poursuivre ses activités au cours des douze prochains mois. Cette situation implique qu'il existe une grande incertitude quant à la capacité du groupe de continuer à poursuivre ses

activités. Toutefois, le Conseil a décidé de continuer d'appliquer les règles comptables dans l'hypothèse d'une continuité des opérations, parce qu'il croit que sa recherche continue de nouveaux fonds sera couronnée de succès au cours des prochains mois, de sorte que le produit de ce nouveau financement permettra au groupe de soutenir les projets en cours au moins jusqu'à la fin du mois de juin 2020.

Principaux risques liés aux activités de la Société

Les principaux risques liés aux activités de MDxHealth ont été exposés dans le rapport annuel de 2018, qui est disponible sur Internet via le lien suivant www.mdxhealth.com/investors/financials.htm.

Déclaration des responsables

Le Conseil d'administration de MDxHealth SA, représenté par l'ensemble de ses membres, déclare que, à sa connaissance, les états financiers du présent rapport intérimaire, établis conformément aux normes applicables aux états financiers, donnent une image fidèle et honnête des fonds propres, de la situation financière et des résultats de la Société et de ses sociétés consolidées. Le Conseil d'administration de MDxHealth SA, représenté par l'ensemble de ses membres, déclare également que le présent rapport intérimaire donne une image fidèle et honnête des informations qui doivent y figurer. Les états financiers consolidés condensés intérimaires ont été préparés conformément à la norme IAS (*International Accounting Standard*) 34 (Information financière intermédiaire) telle qu'adoptée par l'Union européenne.

II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS INTÉRIMAIRES CONDENSÉS DE MDxHealth SA

Pour le semestre clôturé au 30 juin 2019

1. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers de dollars (sauf les données relatives aux actions)

État consolidé non audité condensé des résultats

	Note	Janv. - juin 2019	Janv. - juin 2018
Services	3	10 571	16 638
Licences	3	200	500
Redevances	3	102	62
Recettes		10 873	17 200
Coût des marchandises et prestations vendues		(5 909)	(6 674)
Marge brute		4 964	10 526
Frais de recherche et développement		(1 970)	(1 898)
Frais de vente, généraux et administratifs		(16 866)	(23 682)
Autres recettes d'exploitation, net		9	102
Perte opérationnelle		(13 863)	(14 952)
Produits financiers		6	12
Charges financières		(231)	(157)
Perte avant impôts sur le revenu		(14 088)	(15 097)
Impôts sur le revenu		(50)	(16)
Perte de la période		(14 138)	(15 113)
Perte de la période attribuable à la société mère		(14 138)	(15 113)
Perte par action attribuable à la société mère			
Bénéfice de base et dilué par action		(0,24)	(0,27)

État consolidé non audité condensé des autres éléments du résultat global

Perte de la période		(14 138)	(15 113)
Autre perte globale			
Éléments qui seront reclassés en pertes ou profits :			
Différences de change dues à la conversion des activités étrangères		379	(1 754)
Perte totale globale de la période (après impôts)		(13 759)	(16 867)

2. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En milliers de dollars

	Note	au 30 juin 20 19	au 31 décembre 2018
ACTIFS			
Écart d'acquisition		1 145	1 145
Actifs incorporels	4	13 410	14 394
Immobilisations corporelles		1 375	2 074
Droit d'utilisation des actifs loués		1 756	-
Actifs non circulants		17 686	17 613
Stocks		1 173	1 807
Créances commerciales	5	17 944	19 062
Charges prépayées et autres actifs circulants		923	791
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	12 157	26 203
Actifs circulants		32 197	47 863
Total de l'actif		49 883	65 476
FONDS PROPRES			
Capital social		53 877	53 877
Prime d'émission		135 731	135 731
Bénéfices non distribués		(157 676)	(143 538)
Rémunération sous forme d'actions		7 491	7 218
Écarts de conversion		(792)	(1 171)
Total des fonds propres		38 631	52 117
PASSIFS			
Prêts et emprunts		0	31
Obligations locatives non courantes		1 046	231
Passif d'impôt différé		625	575
Autres passifs financiers non circulants	5	1 545	1 045
Passifs non circulants		3 216	1 882
Prêts et emprunts		73	96
Obligations locatives courantes		709	168
Dettes commerciales	5	4 677	6 453
Autres passifs circulants	5	2 577	4 358
Autres passifs financiers circulants	5/7	0	402
Passifs circulants		8 036	11 477
Total des passifs		11 252	13 359
TOTAL DES FONDS PROPRES ET DU PASSIF		49 883	65 476

4. ÉTAT CONSOLIDÉ NON AUDITÉ CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de dollars

	Janv.- juin 2019	Janv.- juin 2018
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte d'exploitation	(13 863)	(14 952)
Dépréciations, amortissements et moins-values	1 702	1 480
Rémunération sous forme d'actions	273	544
Diminution des stocks	634	508
Diminution/(augmentation) des créances	986	(1 370)
(Diminution) des dettes commerciales	(3 556)	(1 238)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(13 824)	(15 028)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(42)	(423)
Acquisitions d'immobilisations incorporels	0	(776)
Intérêts perçus	0	12
Trésorerie nette (sortie) liée aux activités d'investissement	(42)	(1 187)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements des emprunts	(136)	(194)
Remboursement de locations	(343)	0
Intérêts payés	(80)	(157)
Produits de l'émission d'actions, net de frais de transaction	0	42 423
Entrée/(sortie) nette de trésorerie liée aux activités de financement	(559)	42 072
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14 425)	25 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	26 203	16 827
Effet des taux de change	379	(1 751)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	12 157	40 933

5. NOTES EXPLICATIVES

Principes comptables

1. Base de la préparation

Ces états financiers consolidés intérimaires condensés ont été préparés conformément à la norme IAS (*International Accounting Standard*) 34 relative aux informations financières intermédiaires telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les présents états financiers consolidés intérimaires ne comprennent pas toutes les informations devant figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clôturé à cette date. Le dollar américain est la devise de présentation et la devise fonctionnelle de la Société.

La préparation des états financiers consolidés condensés intérimaires nécessite que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif déclarés et sur la publication des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers intérimaires consolidés condensés, ainsi que sur les recettes et dépenses déclarées durant la période concernée. Si, à l'avenir, ces estimations et hypothèses, qui sont fondées sur les meilleures estimations et sur les meilleurs jugements de la direction, s'écartent des circonstances réelles, les estimations et hypothèses initiales seront modifiées, et les effets des révisions seront reflétés dans la période au cours de laquelle les circonstances changent.

La préparation des états financiers condensés intérimaires conformément à la norme IAS 34 nécessite de recourir à certaines estimations comptables critiques. Elle requiert également que la direction de la Société fasse preuve de jugement dans l'application des principes comptables de la Société.

Il n'y a eu aucun changement dans les domaines où des jugements et des estimations ont été réalisés, à l'exception de l'évaluation de la continuité d'exploitation :

À la suite des pertes subies, la Société a terminé la période avec 12,157 millions de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie. Compte tenu des pertes attendues dans les mois à venir, le groupe n'a pas assez de liquidités pour poursuivre ses activités au cours des douze prochains mois. Cette situation implique qu'il existe une grande incertitude quant à la capacité du groupe de continuer à poursuivre ses activités. Toutefois, le Conseil a décidé de continuer d'appliquer les règles comptables dans l'hypothèse d'une continuité des opérations, parce qu'il croit que sa recherche continue de nouveaux fonds sera couronnée de succès au cours des prochains mois, de sorte que le produit de ce nouveau financement permettra au groupe de soutenir les projets en cours au moins jusqu'à la fin du mois de juin 2020.

2. Principaux principes comptables

La Société applique les normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les principes, présentation et méthodes de calcul comptables qui ont été appliqués dans ces états financiers condensés sont les mêmes que lors de la préparation des états financiers de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2018, à l'exception des répercussions de l'adoption des normes et interprétations décrites ci-dessous.

Nouvelles normes, interprétations et nouveaux amendements adoptés par la Société

Au cours de l'exercice financier actuel, la Société a adopté l'ensemble des normes et interprétations nouvelles et révisées publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et le Comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (IFRIC) de l'IASB qui s'appliquaient à ses opérations et étaient en vigueur pendant l'exercice fiscal s'ouvrant le 1er janvier 2019. La Société n'a appliqué aucune nouvelle norme IFRS qui n'est pas encore entrée en vigueur au 30 juin 2019.

- IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'incertitude relative aux traitements fiscaux était d'application à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption de cette nouvelle interprétation n'a pas eu d'incidence.

- IFRS 16 Contrats de location

La Société a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée, sans retraitement des chiffres comparatifs des états financiers de 2018. Les reclassements et les ajustements issus de la nouvelle norme relative aux contrats de location sont comptabilisés dans le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019.

Lors de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a identifié des passifs relatifs à des contrats de location qui avaient auparavant été classés comme des « contrats de location simples » selon la norme IAS 17 relative aux contrats de location. Ces contrats de location ont été évalués à la valeur actualisée des loyers restants, en utilisant un taux d'actualisation basé sur le taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019. Le taux d'actualisation moyen pondéré appliqué aux passifs de location au 1^{er} janvier 2019 était de 3,72 %.

La Société avait des contrats de location classés comme des contrats de location-financement selon la norme IAS 17 pour un montant de 385 000 \$ en valeur comptable nette, une valeur qui conformément aux exigences de la transition n'a pas été réévaluée.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des engagements relatifs aux contrats de location simples selon l'IAS 17 repris dans les états financiers consolidés de 2018 avec l'actif au titre du droit d'usage selon l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019.

En milliers de \$	Au 1^{er} janvier 2019
Engagements relatifs aux contrats de location simples non résiliables déclarés au 31 décembre 2018	2 265
actualisé sur la base du taux d'emprunt différentiel de la Société	(257)
Plus : passif résultant de contrats de location-financement comptabilisés au 31 décembre 2018	385
(Moins) contrats de location à court terme comptabilisés en charges selon la méthode d'amortissement linéaire	(7)
(Moins) contrats de location de faible valeur comptabilisés en charges selon la méthode d'amortissement linéaire	(56)
Plus/(moins) ajustements relatifs aux composantes non-bail (contrats de maintenance)	(211)
Passif de location comptabilisé au 1^{er} janvier 2019	2 119

Les actifs au titre du droit d'usage pour tous les actifs ont été évalués au montant égal aux obligations locatives et concernent les actifs suivants :

En milliers de \$	Au 30 juin 2019	Au 1^{er} janvier 2019
Bâtiments	1 307	1 596
Véhicules	110	138
Machines	339	396
Total des droits d'utilisation des actifs loués	1 756	2 130
Total des obligations locatives	1 755	2 119

L'incidence sur l'état consolidé des pertes et profits pour les six mois se terminant le 30 juin 2019 et la perte de base et diluée par action n'est pas significative. Il n'y a pas eu d'incidence sur le bénéfice non distribué au 1^{er} janvier 2019.

En appliquant la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, la Société a utilisé les expédients pratiques suivants autorisés par la norme :

- L'utilisation d'un seul taux d'actualisation pour un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires ;
- La comptabilisation des contrats de location simple d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant que contrats de location à court terme ;
- La comptabilisation des contrats de location simple de faible valeur (inférieure ou égale à 5 000 dollars) en tant que contrats de location de faible valeur ; et
- L'utilisation de la rétrospective pour déterminer le terme du contrat de location lorsque celui-ci comprend des possibilités de prorogation ou de résiliation.

Voici les nouvelles politiques comptables du Groupe lors de l'adoption des IFRS 16 :

- **Actifs liés au droit d'utilisation** : la Société reconnaît les actifs en droit d'utilisation à la date d'entrée en vigueur du bail (c.-à-d. la date à laquelle l'actif sous-jacent est disponible pour utilisation). Les actifs de droit d'utilisation sont mesurés au coût, moins les pertes d'amortissement et de dépréciation accumulées, et rajustés pour toute réévaluation du passif des baux. Le coût des actifs liés au droit d'utilisation comprend le montant des passifs de location reconnus, les coûts directs initiaux engagés et les paiements de location effectués à la date de début ou avant moins les incitatifs au bail reçus. À moins que la Société ne soit raisonnablement certaine d'obtenir la propriété de l'actif loué à la fin de la période de location, les actifs reconnus en matière de droit d'utilisation sont amortis sur une base linéaire au cours de la durée de vie utile estimée et de la durée du bail. Les actifs en matière de droits d'utilisation sont susceptibles d'être réduits de valeur.
- **Obligations locatives** : À la date initiale du bail, la Société reconnaît les passifs de location mesurés à la valeur actuelle des paiements de location à faire au cours de la durée du bail. Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance) moins les incitatifs à la location à recevoir, les paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, et les montants qui devraient être payés en vertu de garanties de valeur résiduelle. Les paiements de location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat raisonnablement certain d'être exercé par la Société et le paiement de pénalités pour la résiliation d'un bail. Les paiements de location variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés comme dépenses au cours de la période au cours de laquelle l'événement ou la condition qui déclenche le paiement se produit. Dans le calcul de la valeur actuelle des paiements de location, la Société utilise le taux d'emprunt différentiel à la date de début du bail si le taux d'intérêt implicite dans le bail n'est pas facilement déterminable. Après la date de début, le montant du passif du bail est augmenté pour tenir compte de l'augmentation des intérêts et réduit pour les paiements de location effectués. De plus, le montant comptable des passifs de location est remesuré s'il y a une modification, une modification de la durée du bail, une modification des paiements de location fixe en substance ou une modification de l'évaluation de l'achat de l'actif sous-jacent.
- **Baux à court terme et baux d'actifs de faible valeur** : la Société applique l'exemption de reconnaissance de bail à court terme à ses baux à court terme de machines et d'équipement (c.-à-d. les baux dont la durée du bail est de 12 mois ou moins à compter de la date de début et qui ne prévoit pas d'option d'achat). Elle applique également l'exemption de reconnaissance des actifs de faible valeur aux baux d'équipement de bureau qui sont considérés comme de faible valeur (c.-à-d. inférieurs à 5 000 euros). Les paiements de location sur les baux à court terme et les baux d'actifs de faible valeur sont comptabilisés comme des dépenses sur une base linéaire au-dessus du bail

Les autres normes et interprétations entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2019 n'ont pas eu d'incidence sur les états de la situation financière et sur l'état des pertes et profits.

Normes et interprétations publiées, mais pas encore en vigueur au cours de la période actuelle

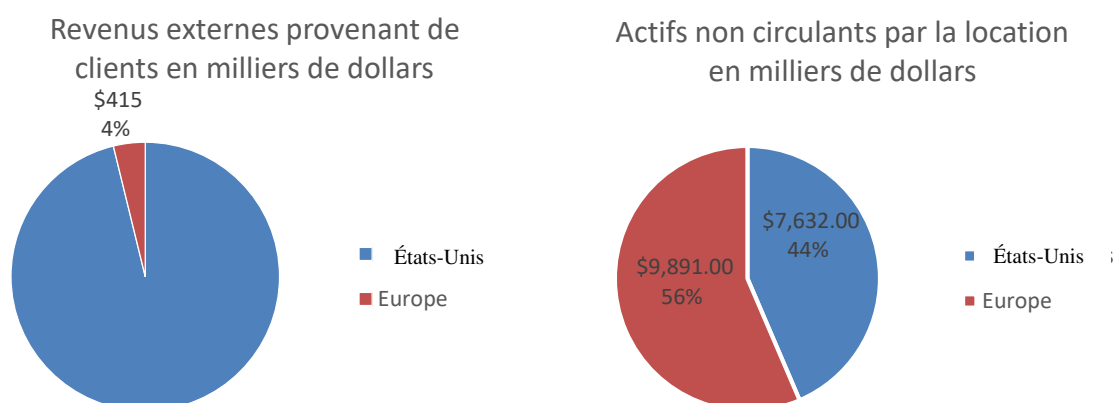
Les nouvelles normes, interprétations et nouveaux amendements pas encore en vigueur au 30 juin 2019 et pas encore adoptés par l'UE n'ont pas fait l'objet d'une adoption anticipée par la Société et ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

- Modifications aux références du cadre conceptuel des normes IFRS (mars 2018 avec date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020)
- IFRS 3 Regroupement d'entreprises — Modification pour clarifier la définition d'une entreprise (octobre 2018 avec date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020)
- IAS 1 Présentation des états financiers – Modification à propos de la définition du terme « significatif » (octobre 2018 avec date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020)
- IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – Modifications à propos de la définition du terme « significatif » (octobre 2018 avec date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020)

3. Informations sectorielles

La Société ne fait pas de distinction entre ses divers segments commerciaux, car la majorité de ses revenus proviennent des services d'analyses effectuées en laboratoire clinique ou des licences qu'elle accorde pour l'utilisation de sa plateforme de méthylation de l'ADN et de ses biomarqueurs brevetés. Toutefois, la Société distingue différents secteurs géographiques d'exploitation, en fonction des revenus puisque les revenus sont générés à la fois aux États-Unis d'Amérique et en Europe.

Le total des revenus liés aux produits et les actifs non circulants sont présentés ci-dessous sous forme de pourcentage selon la région.



Revenus sectoriels

Au 30 juin 2019, la Société a généré 100 % de son revenu grâce à ses clients externes, par ses services de tests en laboratoire clinique et par l'octroi de licences de propriété intellectuelle. Au 30 juin 2019, les tests cliniques en laboratoire du laboratoire américain CLIA représentaient 93,4 % du revenu de la Société (premier semestre 2018 : 87,5 %), tandis que les revenus provenant de l'octroi de licences de propriété intellectuelle et de subventions en Europe représentaient 3 % (premier semestre 2018 : 9 %).

Aucun client n'a représenté plus de 10 % des revenus de la Société durant cette période.

Les montants des revenus attribuables aux clients externes, ventilés selon leur localisation, sont présentés dans le tableau ci-dessous :

EN MILLIERS DE \$

	Janv.-juin 2019	Janv.-juin 2018
États-Unis d'Amérique	10 437	17 006
Pays-Bas	175	100
Reste de l'UE	218	88
Reste du monde	43	6
Recettes sectorielles totales	10 873	17 200

Le montant de revenu par catégorie a déjà été présenté au compte de résultat.

Au 30 juin 2019, 44 % des actifs non circulants étaient localisés aux États-Unis (au 30 juin 2018 : 46 %) et les 56 % restants en Europe (au 30 juin 2018 : 54 %).

4. Instruments financiers et juste valeur

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 peuvent être présentées comme suit en milliers de dollars:

Actifs financiers	30 juin 2019	31 décembre 2018	Hiérarchie
Créances commerciales	17 944	19 062	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 157	26 203	
Total des actifs financiers au coût amorti	30 101	45 265	
Passifs financiers			
<i>Passifs financiers à leur juste valeur :</i>			
Contrepartie éventuelle à payer	1 545	1 447	Niveau 3
Sous-total des passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 545	1 447	
<i>Passifs financiers au coût amorti</i>			
Prêts et emprunts	73	127	
Obligation locative	1 755	399	
Dettes commerciales	4 677	6 453	
Autres passifs	2 578	4 358	
Sous-total des passifs financiers au coût amorti	9 083	11 337	
Total des passifs financiers	10 628	12 784	

La juste valeur des instruments financiers a été déterminée sur la base des méthodes et hypothèses suivantes :

- La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des dettes commerciales et d'autres passifs se rapprochent de leur juste valeur en raison de leur caractère à court terme ;
- Les prêts et emprunts sont évalués en fonction de leur taux d'intérêt et de leur date d'échéance. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable.
- Les baux sont mesurés à la valeur actuelle des paiements de location restants, à l'aide d'un taux d'actualisation basé sur le taux d'emprunt différentiel au 1er janvier 2019.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle à payer (présentée aux lignes « autres passifs financiers non circulants » et « autres passifs financiers circulants ») est fondée sur un résultat estimé du prix d'achat conditionnel/des paiements conditionnels découlant d'obligations contractuelles. Ce montant est initialement comptabilisé comme faisant partie du prix d'achat, et ensuite évalué à sa juste valeur, les changements étant comptabilisés par le biais du compte de résultat. La Société a utilisé un taux d'actualisation de 9,30 %. Si les flux de trésorerie prévisionnels étaient supérieurs ou inférieurs de 10 %, la juste valeur demeurerait identique puisqu'elle n'a aucune incidence sur les paiements d'étape.

Hiérarchie de la juste valeur

La Société utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et déclarer la juste valeur des instruments financiers par technique d'évaluation :

- **Niveau 1** : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques ;
- **Niveau 2** : autres techniques pour lesquelles toutes les données qui ont un effet significatif sur la juste valeur comptabilisée sont observables, directement ou indirectement ; et
- **Niveau 3** : techniques utilisant des données qui ont un effet significatif sur la juste valeur comptabilisée et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Aucun actif ou passif financier n'a été reclassé entre les catégories d'évaluation au cours de l'exercice.

5. Contrepartie éventuelle

Le 18 septembre 2015, l'entreprise a signé un accord de vente et d'achat pour acquérir toutes les actions et tous les droits de vote de NovioGendix, une entité constituée aux Pays-Bas.

Selon les modalités du contrat, la Société s'est engagée à verser jusqu'à 3,3 millions de dollars, sous réserve du respect de certains jalons, en six paiements échelonnés. Au 30 juin 2019, la Société a payé 1,1 million de dollars.

La contrepartie éventuelle est évaluée à chaque date de clôture et la modification de la juste valeur ne concerne que la valeur temps de l'argent, toutes les autres hypothèses sont restées inchangées par rapport au 31 décembre 2018. Ce passif éventuel a été évalué à une juste valeur de 1,5 million de dollars à la fin juin 2019 (1,4 million de dollars au 31 décembre 2018), dont 1 545 000 \$ sont inclus dans les autres passifs financiers non circulants à la fin de juin 2019 (1 045 000 \$ dans les autres passifs financiers non circulants et 402 000 \$ dans les autres passifs financiers circulants au 31 décembre 2018).

6. Transactions entre parties liées

Les transactions entre MDxHealth SA, MDxHealth Inc. et MDxHealth B. V., qui sont des parties liées, ont été éliminées lors de la consolidation et ne figurent pas dans cette note. Les services interentreprises entre toutes les entités du groupe MDxHealth portent sur des prestations R&D et administratives effectuées par les filiales au nom de la société mère et sur des prestations administratives effectuées par la société mère pour ses filiales.

En dehors des rémunérations, des warrants et des primes, il n'y a pas de transactions avec les membres du personnel clés autres que celles déjà déclarées dans les états financiers consolidés de la Société de 2018. Pour le premier semestre de 2019, la rémunération totale des principaux dirigeants et administrateurs s'élève à 1,2 million de dollars, et ils ont reçu un total de 1,5 million de warrants.

Il n'y a eu aucune autre transaction entre parties liées.

7. Plans de warrants

Au cours du premier semestre 2019, la Société a octroyé un total de 1 667 000 warrants à des employés de la Société et de ses filiales. Ces warrants ont été octroyés gratuitement. Chaque warrant permet à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de souscription déterminé par le Conseil d'administration, dans les limites décidées lors de leur émission.

Les warrants émis ont généralement une durée de dix ans à compter de leur émission. À l'expiration de leur mandat, les warrants deviendront nuls et non avenue. En général, les warrants deviennent définitivement acquis par tranches successives de 25 % par an, pour autant que le bénéficiaire ait effectué au moins un an de service.

La juste valeur de chaque warrant est estimée à la date de son octroi à l'aide du modèle d'évaluation d'option de Black-Scholes et compte tenu des hypothèses suivantes :

- Le rendement du dividende est estimé sur la base du paiement historique de dividendes par la Société. À l'heure actuelle, il est estimé à zéro, aucun dividende n'ayant été payé depuis la création de la Société.
- La volatilité attendue a été déterminée à partir de la volatilité moyenne de l'action au cours des deux dernières années à la date d'octroi
- Le taux d'intérêt sans risque est basé sur le taux d'intérêt applicable aux obligations d'État belges (10 ans) à la date d'attribution.

Les données du modèle pour les warrants octroyés au cours de la période clôturée le 30 juin 2019 comprenaient :

Date d'octroi	24 janvier	16 mai
Prix d'exercice	1,64 €	1,49 €
Date d'expiration	31/03/2024	31/03/2024
Cours de l'action à la date d'octroi	1,30 €	1,46 €
Volatilité attendue des cours	67,56 %	75,78 %
Taux d'intérêt sans risque	0,77 %	0,38 %

La juste valeur totale des warrants octroyés est estimée à 1 312 000 \$, conformément aux hypothèses sous-jacentes du modèle.

8. Événements postérieurs à la clôture

Le 26 août 2019, la Société a annoncé que Palmetto GBA, un sous-traitant administratif de Medicare (MAC) qui évalue les technologies de diagnostic moléculaire dans le cadre de son programme MoIDx, avait émis un projet de détermination de couverture locale (LCD) pour le test SelectMDx[®] for Prostate Cancer test. Le projet de LCD recommande une couverture du test pour les patients couverts par Medicare dans l'ensemble des États-Unis.

Le 29 août 2019, la Société a annoncé qu'elle avait signé un accord avec une société multinationale de diagnostic afin de commencer un programme commun de développement de SelectMDx dans le cadre du système décentralisé au point d'intervention de son partenaire, dont les modalités économiques et commerciales restent à définir.

9. RAPPORT DU COMMISSAIRE-RÉVISEUR À DESTINATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MDXHEALTH SA RELATIF À L'EXAMEN DES INFORMATIONS FINANCIÈRES INTÉRIMAIRES CONSOLIDÉES POUR LE SEMESTRE CLÔTURÉ AU 30 JUIN 2019

Introduction

Introduction

Nous avons procédé à l'examen limité de l'information financière consolidée intermédiaire ci-jointe, comprenant la situation financière consolidée de MDxHealth SA au 30 juin 2019, l'état consolidé du résultat global, le tableau des flux de trésorerie et l'état des variations des capitaux propres y afférents pour la période de six mois clôturée à cette date, ainsi que les notes explicatives. L'établissement et la présentation de cette information financière consolidée intermédiaire conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union Européenne, relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière consolidée intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Etendue de notre examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 "Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des responsables comptables et financiers ainsi qu'à mettre en œuvre des procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait de relever. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers qui indique que la société subit une perte nette récurrente et des flux de trésorerie d'exploitation négatifs, et s'attend à ce qu'il en soit de même pour les mois à venir. Comme mentionné dans la note 1, ces conditions soulignent l'existence d'une incertitude significative quant à la capacité de la société de poursuivre son exploitation. Notre conclusion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'éléments qui nous laissent à penser que l'information financière consolidée intermédiaire ci-jointe n'a pas été établie, dans tous ses aspects significatifs, conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Zaventem, 23 septembre 2019

BDO Bedrijfsrevisoren. CBVA/BDO Réviseurs d'Entreprises. SCRL
Commissaire-réviseur
Représentée par Gert Claes

III. INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ

Siège social

MDxHealth SA a la forme d'une société anonyme (SA) (naamloze vennootschap - NV) fondée et régie en vertu du droit belge. Le siège social de la société est sis au CAP Business Center, rue d'Abhooz 31, B-4040 Herstal, Belgique.

La société est inscrite au Registre des Personnes Morales (RPM) (echtspersonenregister – RPR) sous le numéro d'entreprise RPM BE0479.292.440 (Liège).

Listes

Euronext Brussels : MDXH

Calendrier financier

11 novembre 2019 — deuxième rapport d'activité (T3 2019)

Exercice

L'exercice débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Commissaire-réviseur

BDO Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'entreprises CVBA/SCRL
Da Vincilaan 9
1935 Zaventem
Belgique

Mise à disposition du rapport intérimaire

Le présent rapport intérimaire est mis gratuitement à la disposition du public sur demande adressée à :

MDxHealth SA — Investor Relations
CAP Business Center
Rue d'Abhooz, 31
4040 Herstal, Belgique
Tél. : +32 4 364 70 21
E-mail : ir@mdxhealth.com

À titre d'information, une version électronique du rapport intérimaire de 2019 est disponible sur le site Internet de MDxHealth à l'adresse www.mdxhealth.com/investors/financials